

<https://cdurable.info/18-responsables-d-organisations-syndicales-associatives-et-environnementales-appellent-a-preparer-le-jour-d-apres.html>

TRIBUNE. "Plus jamais ça !"

18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à préparer "le jour d'après"



Date de mise en ligne : samedi 11 avril 2010

- Développement Durable en action -

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Nous espérons que vous et vos proches allez bien dans cette période si particulière que nous vivons ensemble. Quel monde va advenir de cette crise sanitaire et économique ? Que vous vous informiez beaucoup, ou au contraire que vous vous teniez loin des mauvaises nouvelles, il vous est sans doute difficile de ne pas vous interroger sur le "monde d'après". Si les ONG et organisations syndicales travaillent sur des propositions pour un futur écologique et citoyen, nous sommes également convaincu-es de l'urgence d'agir, dès maintenant. Justement, à l'échelle de la France.

Alors que le Président consulte acteurs publics et privés, en France et à l'étranger, "afin de préparer les décisions qui seront annoncées aux Français", il est fort probable que ces premières mesures ébauchent le projet de société de demain. Hors de question de répéter les erreurs de 2008, quand les mesures pour juguler la crise financière avaient bénéficié surtout aux plus aisés et aux industries polluantes ! Notre société doit se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système pour qu'il soit plus juste, écologique et citoyen. Il vous est possible de faire entendre votre voix maintenant !

Face à "la crise du coronavirus" des organisations syndicales, associatives et environnementales réclament "de profonds changements de politiques", pour "se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde".

"Plus jamais ça ! Préparons le 'jour d'après'", 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales parmi lesquels Philippe Martinez (CGT), Aurélie Trouvé (Attac), Jean-François Julliard (Greenpeace) et Cécile Duflot (Oxfam), signent une tribune commune publiée, vendredi 27 mars, sur franceinfo.

Ces organisations lancent un appel "à toutes les forces progressistes et humanistes [...] pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral".

En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peu de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid. La crise du coronavirus qui touche toute la planète révèle les profondes carences des politiques néolibérales. Elle est une étincelle sur un baril de poudre qui était prêt à exploser. Emmanuel Macron, dans ses dernières allocutions, appelle à des "décisions de rupture" et à placer "des services (...) en dehors des lois du marché". Nos organisations, conscientes de l'urgence sociale et écologique et donnant l'alerte depuis des années, n'attendent pas des discours mais de profonds changements de politiques, pour répondre aux besoins immédiats et se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde.

Dès à présent, toutes les mesures nécessaires pour protéger la santé des populations celle des personnels de la santé et des soignant-e-s parmi lesquels une grande majorité de femmes, doivent être mises en oeuvre, et ceci doit largement prévaloir sur les considérations économiques. Il s'agit de pallier en urgence à la baisse continue, depuis de trop nombreuses années, des moyens alloués à tous les établissements de santé, dont les hôpitaux publics et les Ehpad. De disposer du matériel, des lits et des personnels qui manquent : réouverture de lits, revalorisation des salaires et embauche massive, mise à disposition de tenues de protection efficaces et de tests, achat du matériel

nécessaire, réquisition des établissements médicaux privés et des entreprises qui peuvent produire les biens essentiels à la santé, annulation des dettes des hôpitaux pour restaurer leurs marges de manoeuvre budgétaires... Pour freiner la pandémie, le monde du travail doit être mobilisé uniquement pour la production de biens et de services répondant aux besoins essentiels de la population, les autres doivent être sans délai stoppées. La protection de la santé et de la sécurité des personnels doivent être assurées et le droit de retrait des salarié-e-s respecté.

 [Covid-19, climat et environnement : 5 questions à se poser](#)

Des mesures au nom de la justice sociale nécessaires

La réponse financière de l'État doit être d'abord orientée vers tou-te-s les salarié-e-s qui en ont besoin, quel que soit le secteur d'activité, et discutée avec les syndicats et représentant-e-s du personnel, au lieu de gonfler les salaires des dirigeant-e-s ou de servir des intérêts particuliers. Pour éviter une très grave crise sociale qui toucherait de plein fouet chômeurs-euses et travailleurs-euses, il faut interdire tous les licenciements dans la période. Les politiques néolibérales ont affaibli considérablement les droits sociaux et le gouvernement ne doit pas profiter de cette crise pour aller encore plus loin, ainsi que le fait craindre le texte de loi d'urgence sanitaire.

Le néolibéralisme, en France et dans le monde, a approfondi les inégalités sociales et la crise du coronavirus s'abattra notamment sur les plus précaires.

Les signataires de la tribune

Selon que l'on est plus ou moins pauvre, déjà malade ou non, plus ou moins âgé, les conditions de confinement, les risques de contagion, la possibilité d'être bien soigné ne sont pas les mêmes. Des mesures supplémentaires au nom de la justice sociale sont donc nécessaires : réquisition des logements vacants pour les sans-abris et les très mal logés, y compris les demandeurs-euses d'asile en attente de réponse, rétablissement intégral des aides au logement, moratoire sur les factures impayées d'énergie, d'eau, de téléphone et d'internet pour les plus démunis. Des moyens d'urgence doivent être débloqués pour protéger les femmes et enfants victimes de violences familiales.

Les moyens dégagés par le gouvernement pour aider les entreprises doivent être dirigés en priorité vers les entreprises réellement en difficulté et notamment les indépendants, autoentrepreneurs, TPE et PME, dont les trésoreries sont les plus faibles. Et pour éviter que les salarié-e-s soient la variable d'ajustement, le versement des dividendes et le rachat d'actions dans les entreprises, qui ont atteint des niveaux record récemment, doivent être immédiatement suspendus et encadrés à moyen terme.

Trop peu de leçons ont été tirées de la crise économique de 2008.

Les signataires de la tribune

Des mesures fortes peuvent permettre, avant qu'il ne soit trop tard, de désarmer les marchés financiers : contrôle des capitaux et interdiction des opérations les plus spéculatives, taxe sur les transactions financières... De même sont nécessaires un contrôle social des banques, un encadrement beaucoup plus strict de leurs pratiques ou encore une séparation de leurs activités de dépôt et d'affaires.

Des aides de la BCE conditionnées à la reconversion sociale et écologique

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé une nouvelle injection de 750 milliards d'euros sur les marchés financiers. Ce qui risque d'être à nouveau inefficace. La BCE et les banques publiques doivent prêter directement et dès à présent aux États et collectivités locales pour financer leurs déficits, en appliquant les taux d'intérêt actuels proches de zéro, ce qui limitera la spéculation sur les dettes publiques. Celles-ci vont fortement augmenter à la suite de la "crise du coronavirus". Elles ne doivent pas être à l'origine de spéculations sur les marchés financiers et de futures politiques d'austérité budgétaire, comme ce fut le cas après 2008.

Cette crise ne peut une nouvelle fois être payée par les plus vulnérables.

Les signataires de la tribune

Une réelle remise à plat des règles fiscales internationales afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale est nécessaire et les plus aisés devront être mis davantage à contribution, via une fiscalité du patrimoine et des revenus, ambitieuse et progressive.

Par ces interventions massives dans l'économie, l'occasion nous est donnée de réorienter très profondément les systèmes productifs, agricoles, industriels et de services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et axés sur le rétablissement des grands équilibres écologiques. Les aides de la Banque centrale et celles aux entreprises doivent être conditionnées à leur reconversion sociale et écologique : maintien de l'emploi, réduction des écarts de salaire, mise en place d'un plan contraignant de respect des accords de Paris... Car l'enjeu n'est pas la relance d'une économie profondément insoutenable. Il s'agit de soutenir les investissements et la création massive d'emplois dans la transition écologique et énergétique, de désinvestir des activités les plus polluantes et climaticides, d'opérer un vaste partage des richesses et de mener des politiques bien plus ambitieuses de formation et de reconversion professionnelles pour éviter que les travailleurs-euses et les populations précaires n'en fassent les frais. De même, des soutiens financiers massifs devront être réorientés vers les services publics, dont la crise du coronavirus révèle de façon cruelle leur état désastreux : santé publique, éducation et recherche publique, services aux personnes dépendantes...

Relocalisation de la production

La "crise du coronavirus" révèle notre vulnérabilité face à des chaînes de production mondialisée et un commerce international en flux tendu, qui nous empêchent de disposer en cas de choc de biens de première nécessité : masques, médicaments indispensables, etc. Des crises comme celle-ci se reproduiront. La relocalisation des activités, dans l'industrie, dans l'agriculture et les services, doit permettre d'instaurer une meilleure autonomie face aux marchés internationaux, de reprendre le contrôle sur les modes de production et d'enclencher une transition écologique et sociale des activités.

La relocalisation n'est pas synonyme de repli sur soi et d'un nationalisme égoïste. Nous avons besoin d'une régulation internationale refondée sur la coopération et la réponse à la crise écologique, dans le cadre d'instances multilatérales et démocratiques, en rupture avec la mondialisation néolibérale et les tentatives hégémoniques des États les plus puissants. De ce point de vue, la "crise du coronavirus" dévoile à quel point la solidarité internationale et la coopération sont en panne : les pays européens ont été incapables de conduire une stratégie commune face à la pandémie. Au sein de l'Union européenne doit être mis en place à cet effet un budget européen bien plus

conséquent que celui annoncé, pour aider les régions les plus touchées sur son territoire comme ailleurs dans le monde, dans les pays dont les systèmes de santé sont les plus vulnérables, notamment en Afrique.

Tout en respectant le plus strictement possible les mesures de confinement, les mobilisations citoyennes doivent dès à présent déployer des solidarités locales avec les plus touché-e-s, empêcher la tentation de ce gouvernement d'imposer des mesures de régression sociale et pousser les pouvoirs publics à une réponse démocratique, sociale et écologique à la crise.

Plus jamais ça ! Lorsque la fin de la pandémie le permettra, nous nous donnons rendez-vous pour réinvestir les lieux publics et construire notre "jour d'après". Nous en appelons à toutes les forces progressistes et humanistes, et plus largement à toute la société, pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.

Lste des signataires

- Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre France
- Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France
- Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT
- Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne
- Benoit Teste, secrétaire général de la FSU
- Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France
- Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France
- Eric Beynel, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires
- Clémence Dubois, responsable France de 350.org
- Pauline Boyer, porte-parole d'Action Non-Violente COP21
- Léa Vavasseur, porte-parole d'Alternatiba
- Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire
- Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au Logement
- Lisa Badet, vice-présidente de la FIDL, Le syndicat lycéen
- Jeanette Habel, co-présidente de la Fondation Copernic
- Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la magistrature
- Mélanie Luce, présidente de l'UNEF
- Héloïse Moreau, présidente de l'UNL`

Pétition

Face à l'urgence sanitaire, des mesures de rupture sont nécessaires. A la suite de la tribune « *Plus jamais ça, préparons le jour d'après* », les signataires de cette pétition demandent au gouvernement de prendre immédiatement 4 mesures :

1. L'arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l'épidémie.
1. Les réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies.
1. La suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG.

1. La décision de ne pas utiliser les 750 milliards d'euros de la BCE pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations.

Il ne s'agit pas ensuite de relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement ! Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça :

1. Un plan de développement de tous les services publics
1. Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
1. Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le "*jour d'après*" pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées.

Post-scriptum :

Face à la crise du Coronavirus, nous avons besoin de mesures d'urgence à la hauteur de la situation. C'est pourquoi les signataires de l'Appel à préparer "le jour d'après" vous propose un appel à agir sans plus attendre, en rupture avec les politiques menées actuellement. Signez cet appel pour que nous soyons le plus grand nombre à réclamer des mesures radicales et solidaires.